

PARTIE 1

# L'OCCUPATION GENRÉE DES ESPACES SCOLAIRES Constats et enjeux

.....  
**July Robert**, *chargée d'études et  
d'analyses à PAC*  
.....

# L'OCCUPATION GENRÉE DES ESPACES SCOLAIRES

## Constats et enjeux

.....  
**July Robert**, chargée d'études et  
d'analyses à PAC  
.....

Le genre fait géographie. Cette affirmation est d'Édith Maruéjols, géographe du genre. Depuis plusieurs années, elle mène des missions d'immersion de quatre à six mois dans des écoles françaises afin de formuler des recommandations d'aménagements des espaces scolaires. Son objectif? Permettre une prise de conscience des problématiques liées à l'égalité et à la mixité dans l'espace scolaire auprès de la communauté éducative et des jeunes. Sur base de ses observations, elle organise des ateliers participatifs et de sensibilisation avec les élèves et leurs accompagnant-es (professeur-es, animateur-ices, etc.) pour reconfigurer collectivement les espaces communs afin que leurs usages soient réellement partagés. Pourquoi les terrains de foot occupent-ils toujours la place centrale dans la cour? Pourquoi les filles sont-elles cantonnées aux marges de celle-ci? Pourquoi les activités calmes sont-elles qualifiées de «petits jeux»? Pourquoi y a-t-il si peu de filles dans les jeux collectifs? Pourquoi les filles n'ont-elles que des mobilités utilitaires tandis que les garçons vont et viennent à travers tout l'espace?

Ce constat, diverses associations en Belgique l'ont fait également et se sont emparées de la question. *L'architecture qui dégenre*, par exemple, est un espace de partage des pratiques et des connaissances en rapport avec l'égalité architecturale, artistique et urbaine, ou encore *Nighthawks*, ateliers et laboratoire de productions audiovisuelles qui mène de nombreux projets liés aux luttes contre les discriminations sociales et a récemment conduit une expérimentation avec les enfants de l'École du Parvis à Saint-Gilles. À l'issue de celle-ci, une exposition et un documentaire ont été présentés pour questionner la construction des rôles dans la société à travers l'espace essentiel qu'est la cour de récréation. Avec son programme «Jeu vidéo et société», *Arts et Publics* a aussi dirigé des ateliers dans plusieurs écoles bruxelloises avec pour outil le jeu vidéo «Minecraft» afin d'imaginer et de construire des cours de récréation différentes et plus inclusives.

Dans cette première partie, nous analyserons les constats et les enjeux de cette question essentielle de l'occupation de la cour de récréation dans la construction des relations entre les filles et les garçons que représente l'occupation de la cour de récréation. Dans un second temps, nous examinerons les différentes expériences de terrain et les pistes de réflexion qu'elles apportent afin de mieux penser ces espaces scolaires.

Dans son ouvrage *Faire je(u) égal – Penser les espaces à l'école pour inclure tous les enfants*, Édith Maruéjols<sup>1</sup> parle de son travail de géographe du genre. Elle raconte ses expériences, nous explique sa méthode de travail, mais surtout, elle offre des solutions permettant de rendre l'école plus inclusive. Ses pistes de réflexion pour décroiser les usages que font les enfants de leurs espaces communs se basent sur le constat que l'arrangement des sexes fait société et que la mixité revendiquée des écoles aujourd'hui n'implique pas l'égalité. L'évidence du mélange des enfants dans une cour de récréation ne garantit pas l'égalité, au sens de l'égal traitement. L'arrivée des écoles mixtes a évidemment été une grande avancée sociétale, mais l'égalité en droits ne doit pas masquer une inégalité de traitement visible au quotidien dans les espaces scolaires. Ce que constate la géographe, c'est que les filles n'ont pas une égale valeur dans le jeu ni une égale liberté à l'espace du dehors. Mais au-delà de ça, elle constate et dénonce les attendus sociétaux sur les corps, la hiérarchisation qui légitime les garçons, puis les hommes, dans une valeur supérieure à celle des filles, puis des femmes. « Il est remarquable de noter », écrit Édith Maruéjols, « que les élèves savent définir la notion d'égalité. Il n'y a pas une classe dans laquelle un garçon ou une fille ne m'a pas dit : "Madame, être à égalité, c'est avoir les mêmes droits". Et c'est tout à fait ça ! Garantir l'égalité, c'est avant tout une affirmation législative : "Tous les êtres humains naissent libres et égaux en droit". Il ne peut exister de société égalitaire si des inégalités liées au sexe biologique (ou à son identité de genre, à son orientation sexuelle, à sa couleur de peau, etc.) d'une personne persistent. » Et de poursuivre « Mais si alors tout le monde a le droit d'y jouer, si elles ont le droit, on ne devrait pas avoir à "les accepter" dans le jeu, elles devraient pouvoir y jouer librement. Ce n'est donc pas qu'elles n'ont "pas le droit", ni qu'elles n'ont "pas envie" (certaines revendiquent le contraire), c'est qu'elles ne peuvent pas dans le sens où elles sont empêchées (d'abord par les autres, puis par elles-mêmes) ».

Le système de genre est une mise en scène qui fausse la relation filles/garçons dès la naissance et qui rend le garçon imperméable au monde des filles. Cette distinction sert un projet plus insidieux, le cœur de la question de genre, celui du sexisme qui induit l'inégale valeur. Édith Maruéjols affirme qu'être perméable au monde des filles, pour les garçons, c'est un risque identitaire qui peut engendrer insulte et violence. Mais surtout, c'est déchoir. Elle pose comme hypothèse que l'absence de relations entre les filles et les garçons dès l'enfance est le terreau des violences. Pour créer un espace égalitaire, il faut que ses usager-es soient capables de négociations et de renoncement. Pour les favoriser, il faut créer des espaces de perméabilité. Elle va un pas plus loin en disant que dans les espaces des cours de récréation, on crée des agresseurs. La question de la force est centrale dans

1. Toutes les citations d'Édith Maruéjols sont issues de son ouvrage *Faire je(u) égal – Penser les espaces à l'école pour inclure tous les enfants*, Paris: Double Ponctuation, 2022 ainsi que de nombreuses conférences dont les vidéos sont visibles sur le site de L'ARobE, L'Atelier de Recherche Observatoire Égalité: [www.larobe.org](http://www.larobe.org) (consulté le 10 juillet 2023).

celle du jeu collectif qui occupe la plus grande place dans la cour. Tous les garçons entre eux sont plus forts que toutes les filles entre elles. Outre le fait que cela invisibilise l'inégalité de force des êtres humains, cela masque la classification des corps et les handicaps, entre autres. La mise en place de la question de la force est la mise en place d'un rapport de force qui implique également la notion de pouvoir. Mais pouvoir, c'est aussi rendre possible, et ça, c'est de la responsabilité des adultes.

Édith Maruéjols affirme que la relation, ou plutôt l'absence de relation, entre les filles et les garçons, doit se résoudre dans la rencontre des corps physiques. S'en priver, dit-elle, c'est condamner des générations à l'absurdité, à l'anomalie statistique dans les violences. C'est mettre les filles en vulnérabilité sociale, en espace de soumission, d'acceptation parce qu'elles sur-subissent les violences. Et c'est condamner les garçons dans le monde de l'agression. Une des premières séances de la géographe lorsqu'elle entame son travail dans une école est consacrée au dessin. Chaque enfant est invité-e à dessiner l'espace cour ainsi que ses manières de s'y déplacer. Et le constat est stupéfiant. « Ce plan permet de prendre conscience du partage des espaces dans la cour. Au regard des dessins produits par les enfants, nous pouvons mesurer leur propre perception de la taille des espaces, la place symbolique que prend par exemple le terrain de foot. [...] Les mobilités de la grande majorité des filles sont contraintes. Il s'agit souvent de mobilités "de bord", de périphéries, et utilitaires : aller aux toilettes, rejoindre le banc... Les filles apprennent très vite à ne pas se centrer, à ne pas déranger (dégenrer). L'analyse de l'espace public par les femmes aboutirait certainement aux mêmes conclusions. [...] Les enseignements sont nombreux dans l'analyse des dessins, mais le plus flagrant est l'absence de mixité filles-garçons ». La conclusion de la géographe est sans appel : les garçons occupent les espaces centraux, y font groupe, ce qui leur permet d'avoir des mobilités en étoile depuis cette place centrale. En revanche, lorsqu'on part du bord, comme les filles, on ne passe jamais au centre et on reste aux marges de l'espace. Les petites filles, ainsi, mésoapprennent à prendre place.

On en revient à la responsabilité des adultes pour faire égalité dans l'aménagement et l'animation des espaces pour « rendre possible ». Car il s'agit ici d'enjeux qui vont bien plus loin que la simple utilisation de la cour de récréation. « Rendre possible, c'est briser le rapport de force qui s'est mis en place parce qu'une personne ou un groupe de personnes impose sa volonté par la force physique, par une légitimité individuelle ou collective, par une supériorité numérique – créant ainsi des discriminations. Il est alors essentiel de stopper les "agressions" physiques et symboliques ("On se fait toujours bousculer quand on marche sur le terrain", "ils nous disent : non, tu es nulle") et d'éviter la légitimation du rapport de force (de fait déséquilibré) en laissant reposer la responsabilité sur les filles ("Tu n'as qu'à t'imposer" ou "Il faut apprendre aux filles à s'imposer"). Ça ne peut pas fonctionner ainsi. Il faut briser le rapport de force et rappeler le droit. »

Ce constat que pose Édith Maruéjols dans l'occupation des espaces scolaires, le journaliste Lauren Bastide le fait aussi dans l'occupation de

l'espace public. Dans son ouvrage «Présentes»<sup>2</sup>, elle cite notamment la militante Caroline de Haas qui avait soumis l'idée que «pour rendre la ville plus accueillante aux femmes il fallait, parmi d'autres propositions, élargir les trottoirs. C'était une question très judicieuse. Beaucoup d'études en géographie du genre le démontrent : les femmes sont plus chargées que les hommes. Elles assurent plus souvent le transport des enfants, des courses, elles poussent les poussettes, tirent des chariots à provision. La ville n'a pas été pensée pour elles. Elle a été conçue pour les voitures et pour les hommes pressés qui marchent seuls, leur petite sacoche à la main. [...] Quand elles marchent dans la rue, les femmes sont supposées être en train de rentrer chez elles [...] leur présence dans la sphère publique étant envisagée comme transitoire»<sup>3</sup>. On y revient, donc, à ces mobilités contraintes, de bord, de périphérie. Ce qui se joue dans les espaces scolaires se joue dans nos rues, dans nos villes et nos espaces publics. Et c'est toujours la force, et le rapport de force qui est en jeu, celui-là même que l'on retrouve dès l'enfance à l'école, comme le mentionne Édith Maruéjols.

Toutes deux dénoncent également le travail de prévention lié à cette occupation aux marges des filles et des femmes ; «La prévention vise depuis toujours, et encore aujourd'hui, à "anticiper" les agressions pour les filles, en les protégeant. Mais comment protège-t-on les filles ? En leur demandant "d'éviter" ; éviter de se balader seule, éviter de sortir la nuit, éviter de boire, de s'habiller de manière "provocante", etc. Elles sont donc empêchées et contraintes, pour se protéger. Un évitement que les filles et les femmes intègrent très vite et durablement (de la peur du loup dans les contes au renoncement à l'espace public). J'ai souvent été surprise par cette approche préventive. Pour arrêter les violences, ne serait-il pas plus pertinent de casser l'impunité des agresseurs pour se débarrasser d'un sentiment d'insécurité partagé qui entrave l'égalité ?» se demande la géographe. Lauren Bastide, elle, cite Chris Blache, anthropologue urbaine, «Ce qui est important, c'est surtout de prendre conscience que cette peur est un outil du contrôle social. Dès lors que vous êtes régies par la peur, on n'a pas besoin de vous surveiller. Les femmes le disent bien, elles sont dans l'autocontrôle permanent. Les chiffres montrent que les femmes et les filles sont moins victimes d'agressions que les hommes dans l'espace public ; pourtant, c'est à elles qu'on dit de ne pas aller dans l'espace public parce qu'elles risquent d'être violées. Bien sûr, cela demeure un risque, mais elles risquent encore plus d'être violées dans l'espace privé»<sup>4</sup>.

Le bureau d'étude de L'Atelier Recherche Observatoire Égalité (ARobE), dont fait partie Édith Maruéjols, a établi dix notions clés pour un aménagement égalitaire<sup>5</sup>. D'emblée est posé le fait qu'il ne s'agit pas d'un guide d'action, mais bien de lignes directrices qui reflètent leurs valeurs et leur approche. Néanmoins, il nous semble pertinent de les rassembler et de les présenter en quelques lignes tant elles posent clairement les enjeux de ces problématiques en proposant des pistes de réflexions et de solution d'adaptation. Même si le droit à l'égalité est inscrit dans la loi, des inégalités objectives demeurent dans tous les domaines. Dans les cours de récréation aussi, on peut entendre des enfants affirmer qu'elles et ils n'ont pas le droit de jouer

2. Lauren Bastide, *Présentes*, Paris : Allary Éditions, 2020.

3. *Ibid.*, p. 41-42.

4. *Ibid.*, p. 51

5. Ce lexique est disponible sur le site de L'ARobE : [www.larobe.org/lexique](http://www.larobe.org/lexique) (consulté le 11 juillet 2023)

à tel jeu, d'aller à tel endroit, etc. La notion de droit doit être travaillée avec les enfants, les enseignant-es et les accompagnant-es afin de reposer le droit à l'égalité. Pour y parvenir, L'ARObE propose ceci :

- La non-prescription des usages : la plupart des cours de récréation sont jalonnées de marquages au sol et autres mobiliers qui figent les pratiques, souvent sexuées, dans l'espace. Et donc, « ne pas prescrire un usage signifie ne pas inscrire une pratique immuable dans un espace donné qui va en prédéfinir et en limiter les usages » ;
- Le principe de co-veillance : c'est majoritairement à l'abri des regards adultes que se produisent les faits de harcèlements, de discriminations et d'exclusion. La co-veillance « implique une proximité des adultes avec les enfants afin de lutter contre un sentiment d'impunité pouvant conduire à des comportements problématiques » ;
- L'égale valeur des pratiques : la majorité des espaces est utilisée pour des activités qualifiées de masculines et souvent collectives tandis que les jeux plus calmes, créatifs, qualifiés de féminins sont relégués aux marges. Donner de la place à un jeu, c'est lui donner de l'importance. Il s'agit d'« accorder une valeur égale à toutes les pratiques sans les hiérarchiser, qu'elles soient traditionnellement dites de filles ou de garçons, et de leur attribuer une valeur égale dans l'organisation de l'espace » ;
- L'appropriation des espaces : l'idée est de concevoir des espaces qui profitent à toutes les enfants, qui ouvrent leurs imaginaires et qui leur permettent d'y accéder de manière partagée. Il s'agit pour les jeunes « d'investir un espace donné et d'agir sur celui-ci à travers différents moyens d'action ou d'expression, et par conséquent, de se l'approprier individuellement ou collectivement » ;
- La perméabilité des espaces : pour permettre la libre circulation des enfants dans les espaces, il faut les décloisonner. Cette ouverture permet les interactions entre les enfants alors que la conception d'une grande majorité des cours sont compartimentées, et impliquent donc des usages prédéfinis et distincts. La perméabilité « consiste à créer des zones contiguës d'activités calmes, ludiques ou d'apprentissages, qui communiquent les unes avec les autres, dans l'objectif de rendre visible une diversité de pratiques et de créer du lien entre elles » ;
- Le partage égalitaire des lieux : l'aménagement des espaces scolaires conditionne les rapports sociaux entre les filles et les garçons. Le partage égalitaire de ceux-ci est donc un enjeu majeur pour leur construction. « Il signifie que l'on apprend à négocier les usages d'un lieu et que l'on attribue à chaque zone d'activité la même dimension "physique". Ce faisant, on leur accorde un statut similaire » ;
- La rencontre en mixité : la séparation sociétale très nette entre les filles et les garçons est visible dans les espaces scolaires. La rencontre en mixité,

c'est «favoriser les interactions et les relations entre filles et garçons. Qu'ils soient petits ou grands, la rencontre en mixité est rendue possible grâce à la mise en place de certaines stratégies et dispositifs spécifiques» ;

- Les représentations positives : les femmes sont sous-représentées dans tous les domaines sociétaux, et l'école n'y fait pas exception. Pour faire face à ce manque de reconnaissance, il s'agit de «rendre visibles et accessibles à tou·te·s des récits, des symboles, représentations sociales et personnages historiques inspirants et “empouvoirants” qui présentent une alternative à l'androcentrisme» ;
- Le discours non limitant : les mots ont un poids et confèrent un certain pouvoir. Le discours prédominant a la fâcheuse tendance d'invisibiliser les femmes. Le rendre non limitant, c'est «ne pas orienter les jeunes vers des usages sexués des espaces et à mettre en place des stratégies pour dépasser la catégorisation binaire filles/garçons» ;
- L'animation proactive : même lorsque les espaces sont aménagés afin de favoriser les interactions, le rôle des adultes et des équipes encadrantes restent nécessaire au décloisonnement des activités. Leur rôle est de «s'emparer des problématiques égalitaires et de mettre en place des stratégies d'animation pour questionner les usages actuels, trouver des leviers d'action et déconstruire collectivement les stéréotypes».

Cela étant dit, nous allons nous intéresser à diverses démarches pédagogiques, artistiques ou encore intellectuelles entreprises en Fédération Wallonie-Bruxelles afin de répondre à tous ces enjeux.